

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 17 septembre 2025

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal de la réunion du 16 juillet 2025 et des réunions jointes du 18 juin et 2 juillet 2025
2. Adoption de l'Addendum (suivi des pétitions en cours de traitement)
3. Analyse de demandes de pétition ordinaire et publique
4. Divers

*

Présents : Mme Barbara Agostino, Mme Nancy Arendt, M. Gilles Baum (remplaçant M. André Bauler), M. Maurice Bauer, Mme Corinne Cahen, Mme Francine Closener, M. Paul Galles, M. Marc Goergen, M. Dan Hardy, Mme Mandy Minella, Mme Nathalie Morgenthaler, M. Ben Polidori, M. Meris Sehovic

Mme Roberta Pinto, Mme Nathalie Cailteux du Service des Commissions de l'Administration parlementaire

Excusés : M. André Bauler, Mme Liz Braz, M. Jean-Paul Schaaf
M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Francine Closener, Présidente de la Commission

*

- 1. Adoption des projets de procès-verbal de la réunion du 16 juillet 2025 et des réunions jointes du 18 juin et 2 juillet 2025**

Les projets de procès-verbal sous rubrique obtiennent l'accord unanime des membres de la Commission des Pétitions.

- 2. Adoption de l'Addendum (suivi des pétitions en cours de traitement)**

- **59 validations de signatures dont le seuil n'est pas atteint**

La Commission des Pétitions procède à la validation des signatures des pétitions suivantes :

- Pétition publique 3656 - *Zesummen, am Déngscht vun eisem Land - Prevention en cas d'invasion militaire territoriale*

Signatures : 29

Doublons : 0

- Pétition publique 3657 - *Test de Paternité gratuit et simplification de la procédure dès la Naissance pour le père dans le doute -parent qui souhaite prouver la filiation*

Signatures : 43

Doublons : 1

- Pétition publique 3660 - *Längere Öffnungszeiten der BNL (Bibliothèque nationale du Luxembourg)*

Signatures : 38

Doublons : 1

- Pétition publique 3665 - *Légalisation du carburant E85 (bioéthanol) au Luxembourg*

Signatures : 47

Doublons : 0

- Pétition publique 3666 - *"Assez de tourner en rond : donnons priorité aux résidents dans les parkings couverts*

Signatures : 16

Doublons : 0

- Pétition publique 3667 - *Digital Adapto-Kaart ouni Ooflaafdatum*

Signatures : 226

Doublons : 3

- Pétition publique 3672 - *Pour une option obligatoire de désactivation des vidéos "shorts" sur toutes les plateformes sociales*

Signatures : 54

Doublons : 1

- Pétition publique 3676 - *Pour la reconnaissance officielle de l'anglais dans le processus de pétition publique au Luxembourg*

Signatures : 137

Doublons : 1

- Pétition publique 3677 - *Carafes d'eau gratuites dans les restaurants et fast food dans tout le Luxembourg*

Signatures : 1872

Doublons : 13

- Pétition publique 3679 - *Stop à la rotation des urgences hospitalières les week-ends d'été*

Signatures : 39

Doublons : 0

- Pétition publique 3681 - *Opposition à l'augmentation de la durée de cotisation pour la retraite*

Signatures : 1236 (dont 1 signature papier)

Doublons : 21

- Pétition publique 3581 - *Ausschluss von Parteien und Abgeordneten aus dem Parlament, die Hass und Spaltung unterstützen*

Signatures : 167

Doublons : 4

- Pétition publique 3596 - *Trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité: plus de soutien et aides aux personnes détectées trop tard au niveau scolaire*

Signatures : 231

Doublons : 3

- Pétition publique 3601 - *Déduction fiscale des frais liés à l'exercice d'une activité sportive pour enfants, jeunes et adultes*

Signatures : 152

Doublons : 1

- Pétition publique 3602 - *Ophaalen vun Waffen + Geld liwwerung an d'Ukraine op dem EU Bierger seng käschten*

Signatures : 118

Doublons : 8

- Pétition publique 3604 - *Création d'un système de dérogation pour la scolarisation des enfants au précoce et à la Spillschoul*

Signatures : 180

Doublons : 3

- Pétition publique 3605 - *Création de plus de places dans les structures d'accueil publiques et critères plus justes d'attribution de places a travers la révision de la gratuité ou du co-financement des structures d'accueil publiques par l'Etat*

Signatures : 191

Doublons : 5

- Pétition publique 3606 - *Anerkennung der jährlichen „secours à personnes“-Weiterbildung beim CGDIS als offizieller Ersatz/Verlängerung für den Erste-Hilfe-Kurs für vor allem freiwillige Feuerwehrleute, welche für ihren Beruf einen gültiger Erste-Hilfe-Kurs benötigen.*

Signatures : 77

Doublons : 1

- Pétition publique 3608 - *Erliichterung vun de Reglementatiounen am Besuch op de Contrôle technique*

Signatures : 42

Doublons : 0

- Pétition publique 3609 - *Fuerderung vun engem oppenen IRM hei zu Lëtzebuerg. Moosnam, fir all Kategori vun Patienten eng angstfräi a komfortabel medezinesch Diagnostik ze erméiglechen.*

Signatures : 126

Doublons : 4

- Pétition publique 3610 - *Für die Einführung eines Zivildienstes (biergerlechen Déngscht) als "Schule fürs Leben" und um Luxemburg gegen alle möglichen Krisen krisenfester zu machen.*

Signatures : 156

Doublons : 1

○ Pétition publique 3621 - *Retirer le permis de conduire aux criminels violents*
Signatures : 63
Doublons : 1

○ Pétition publique 3622 - *Bauen, frësch maachen a bäibaue vereinfachen*
Signatures : 22
Doublons : 0

○ Pétition publique 3628 - *Renforcer les droits des citoyens face aux nuisances sonores des chantiers*
Signatures : 41
Doublons : 3

○ Pétition publique 3629 - *Port obligatoire du casque pour les cyclistes*
Signatures : 191
Doublons : 4

○ Pétition publique 3633 - *Urnenfreigabe*
Signatures : 86
Doublons : 4

○ Pétition publique 3637 - *Rendre obligatoire l'étiquetage du traitement (produits phytosanitaires) sur les fruits et légumes dans les rayons des supermarchés*
Signatures : 90
Doublons : 2

○ Pétition publique 3638 - *Renforcement de la santé mentale au Luxembourg : plus de professionnels, plus d'accès, plus de soutien*
Signatures : 857 (dont 1 signature papier)
Doublons : 5

○ Pétition publique 3642 - *Erlaabniss fir een Elektrochoquer fir Chaufferen aus dem Öffentlechen Transport.*
Signatures : 81
Doublons : 2

○ Pétition publique 3645 - *Interdire totalement l'alcool au volant au Luxembourg*
Signatures : 235
Doublons : 3

○ Pétition publique 3646 - *Création d'un centre de cardiologie invasive au CHdN (Centre Hospitalier du Nord)*
Signatures : 77
Doublons : 1

○ Pétition publique 3650 - *Reconnaître et agir face à la souffrance silencieuse des enfants pris entre deux foyers*
Signatures : 29
Doublons : 0

○ Pétition publique 3653 - *Suppression des régimes de visa au pair au Luxembourg*
Signatures : 38
Doublons : 1

- Pétition publique 3611 - *Integratioun vun der hollännescher Sprooch an der Alphabetiséierung fir Kanner a Jugendlecher zu Lëtzebuerg*
Signatures : 7
Doublons : 0
- Pétition publique 3625 - *Pétition pour une meilleure offre de plats sans gluten au Luxembourg*
Signatures : 225
Doublons : 5
- Pétition publique 3651 - *Faire de Vendredi saint un jour férié*
Signatures : 25
Doublons : 1
- Pétition publique 3654 - *Mettre à jour les conditions du congé parental pour reconnaître les contributions des employés ayant une carrière de longue durée au Luxembourg*
Signatures : 202
Doublons : 4
- Pétition publique 3670 - *Harmonisation des carrières inférieures et moyennes dans le secteur public*
Signatures : 7
Doublons : 0
- Pétition publique 3678 - *Mehr tun für den Frieden*
Signatures : 18 (dont 1 signature papier)
Doublons : 1
- Pétition publique 3727 - *Pétition en faveur de l'autorisation légale du travail supplémentaire le week-end pour les salariés à temps plein au Luxembourg*
Signatures : 25
Doublons : 0
- Pétition publique 3682 - *Réduire le budget de la défense luxembourgeoise*
Signatures : 19
Doublons : 1
- Pétition publique 3683 - *Mamer, Bridel und Kopstal gehören in den Wahlbezirk Zentrum.*
Signatures : 8
Doublons : 0
- Pétition publique 3686 - *Pour une meilleure prise en compte des profils linguistiques dans l'enseignement secondaire classique : Adapter les coefficients de langues.*
Signatures : 11
Doublons : 0
- Pétition publique 3687 - *Pour l'accès gratuit à l'eau du robinet dans tous les lieux publics et établissements au Luxembourg*
Signatures : 100
Doublons : 3

- Pétition publique 3688 - *Entkoppelung der Diäten, Aufwendungen usw. für Mitglieder der Regierung bzw. der Abgeordneten vom Punktwert des öffentlichen Dienstes*
Signatures : 13
Doublons : 1
- Pétition publique 3695 - *Méi fix Radaren*
Signatures : 18
Doublons : 1
- Pétition publique 3700 - *Fir d'Erhaalen vun der Wandmillen am Rolléngergronn*
Signatures : 293
Doublons : 5
- Pétition publique 3701 - *Référendum sur la réforme du système de pension*
Signatures : 32
Doublons : 0
- Pétition publique 3703 - *Für die Erlaubnis von Mobiltelefonen in Lycées*
Signatures : 8
Doublons : 0
- Pétition publique 3704 - *Création d'un cadre légal pour les Cannabis Social Clubs au Luxembourg*
Signatures : 424
Doublons : 5
- Pétition publique 3705 - *Interdiction des trottinettes électriques pour les enfants de moins de 16 ans au Luxembourg*
Signatures : 226
Doublons : 2
- Pétition publique 3707 - *Transformer la voie « Covoiturage » sur l'A3 en troisième voie accessible à tous*
Signatures : 959
Doublons : 4
- Pétition publique 3711 - *Fir d'Afféierung vun der Weideschlachtung zu Lëtzebuerg*
Signatures : 1074
Doublons : 7
- Pétition publique 3712 - *Méi Bildung iwwert Lëtzebuerg*
Signatures : 52
Doublons : 0
- Pétition publique 3714 - *Mettre un terme à plus de 60 ans de blocus étasunien contre Cuba*
Signatures : 167
Doublons : 8
- Pétition publique 3715 - *PÉTITION POUR LA TRANSMISSION DES DROITS À LA PENSION DANS SA TOTALITÉ AUX ENFANTS DES FAMILLES MONOPARENTALES EN CAS DE DÉCÈS DU PARENT*
Signatures : 73
Doublons : 2

- Pétition publique 3716 - *Ouvrons la route aux jeunes : permis complet à 17 ans au Luxembourg*

Signatures : 6

Doublons : 0

- Pétition publique 3718 - *Pétition pour l'impartialité dans les décisions judiciaires concernant les mineurs.*

Signatures : 91

Doublons : 0

- Pétition publique 3719 - *Pour la reconnaissance de la Fibromyalgie*

Signatures : 213

Doublons : 1

- **8 clôtures où les pétitionnaires n'ont pas réagi à la prise de position gouvernementale**

La Commission procède à la clôture des pétitions suivantes :

- Pétition 3436 - *Automatische anpassung der Steuertabelle bei jeder anfallender Indexerhöhung.*
- Pétition 3578 - *Enquête urgente sur les mesures de protection du Luxembourg contre les activités d'espionnage russe*
- Pétition 3032 - *Net gutt dass Lëtzebuergesch op de Klasse 7e, 6e a 5e ofgeschaaft gouf*
- Pétition 3572 - *Pétition sur la gratuité des structures d'accueil publiques afin de pouvoir créer plus de places pour tous les enfants et de garantir l'intégration et la non-discrimination*
- Pétition 2974 - *"Fall out shelter" fir all Awunner*
- Pétition 3460 - *Parents séparés - Demande d'évolution droits de visite et d'hébergement pour les papas de jeunes enfants.*
- Pétition 2736 - *Congé pour les donneurs de sang*
- Pétition 3454 - *Pétition concernant la régulation du "compromis de vente"*

- **14 prises de position du Gouvernement**

La Commission des Pétitions prend acte des prises de position gouvernementale suivantes et ordonne leur transmission aux pétitionnaires respectifs :

- Pétition 3668 - *Überspringbare Werbungen im Internet*

Prise de position commune du 18 juillet 2025 de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et de Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

- Pétition 3640 - *Pétition pour une réforme équitable du mécanisme d'indexation salariale au Luxembourg*

Prise de position du 18 juillet 2025 de la part de Monsieur le Ministre du Travail

- Pétition 3648 - *Protection Digitale et Mentale des Enfants et Adolescents au Luxembourg*

Prise de position commune du 22 juillet 2025 de la part de Madame la Ministre de la Justice, de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de Madame la Ministre déléguée auprès du Premier Ministre, chargée des Médias et de la Connectivité et de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

- Pétition 3673 - *Keen Import vun Dünger aus Russland an d'EU.*

Prise de position commune du 11 août 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et de Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

- Pétition 3641 - *Pour une modernisation urgente des contrôles routiers - drones, intelligence artificielle et sanctions graduées*

Prise de position commune du 14 août 2025 de la part de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures

- Pétition 3635 - *Demande de réforme urgente du système des commissions immobilières (abolition des 3%)*

Prise de position commune du 20 août 2025 de la part de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

- Pétition 3639 - *Pétition pour une déductibilité partielle des loyers dans la déclaration fiscale des personnes physiques*

Prise de position commune du 21 août 2025 de la part de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et de Monsieur le Ministre des Finances

- Pétition 3469 - *Bausparvertrag (contrat d'épargne-logement) : possibilité d'en faire bénéficier ses enfants*

Prise de position du 27 août 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Finances

- Pétition 3732 - *Proposition d'introduction d'un congé pour raisons familiales dans le cadre de la phase d'adaptation en crèche ou maison relais*

Prise de position du 2 septembre 2025 de la part de Monsieur le Ministre du Travail

- Pétition 3636 - *Pétition ordinaire concernant la nécessité de poursuivre et renforcer les mesures réglementaires sur l'offre immobilière après la fin du soutien à la demande*

Prise de position commune du 3 septembre 2025 de la part de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, de Monsieur le Ministre des Finances et de Madame la Ministre de la Justice

- Pétition 3699 - *Mehr Polizeipräsenz*

Prise de position du 4 septembre 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures

- Pétition 3691 - *Équité et révisions*

Prise de position commune du 8 septembre 2025 de la part de Monsieur le Ministre des Finances et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

- Pétition 3471 - *Reconnaissance des jeunes adultes handicapés comme enfants à charge avec maintien des allocations familiales jusqu'à 25 ans en complément du revenu pour personnes gravement handicapées*

Prise de position du 9 septembre 2025 de la part de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

- Pétition 3204 - *Einfach Petitioun fir d'Aféierung vun HVO 100 als Alternativ zu konventionellen Diesel*

Prise de position du 9 septembre 2025 de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

• 2 réactions de pétitionnaires

La Commission des Pétitions prend acte des réactions suivantes et ordonne leur transmission aux auteurs des prises de position :

- Pétition 3439 - *Schließung der Cafés um 22:00/ totale Isolierung der Cafés*

Réaction du pétitionnaire du 22 juillet 2025 à la prise de position de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

- Pétition 3579 - *La pension complémentaire (Pilier III) plus flexible et équitable pour tous*

Réaction du pétitionnaire du 24 juillet 2025 à la prise de position commune de Monsieur le Ministre des Finances et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

3. Analyse de demandes de pétition ordinaire et publique

La Commission des Pétitions a décidé d'inverser l'ordre habituel dans lequel les demandes de pétition sont traitées et de débiter par l'analyse des demandes de pétition publique.

• 3 DEMANDES DE PÉTITION PUBLIQUE REFORMULÉES

La Commission a traité les trois demandes de pétition publique reformulées figurant à l'ordre du jour.

DÉCISIONS FAVORABLES

La Commission des Pétitions a rendu une décision favorable quant à la recevabilité de l'ensemble des demandes de pétition publique reformulées :

- *Demande de pétition publique 3692 - Accorder les mêmes dispositions réglementaires en matière de retraite progressive aux indépendants qu'aux salariés*

Dépôt: le 23.05.2025

Pétitionnaire: Monsieur Thierry Bounnik

- *Demande de pétition publique 3694 - Meilleur remboursement des soins et médicaments destinés aux nouveau-nés, jeunes enfants et leurs parents*

Dépôt: le 26.05.2025

Pétitionnaire: Monsieur Steve Schmitz

- *Demande de pétition publique 3717 - Pétition pour une meilleure prise en charge de l'autisme au Luxembourg*

Dépôt: le 13.06.2025

Pétitionnaire: Monsieur Charles Ries

- **45 NOUVELLES DEMANDES DE PÉTITION PUBLIQUE**

Au vu du nombre important de nouvelles demandes de pétition publique figurant à l'ordre du jour, la Commission des Pétitions n'a pu en traiter qu'une partie (38). Le restant (7) figurera à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission.

DÉCISIONS FAVORABLES

La Commission des Pétitions a rendu une décision favorable quant à la recevabilité des 21 nouvelles demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3721** - Pétition pour le renforcement des droits des pères dans le droit de la famille au Luxembourg dans l'intérêt supérieur de l'enfant*

Dépôt: le 18.06.2025

Pétitionnaire: Monsieur Raphaël Marx

- *Demande de pétition publique **3723** - Fir eng méi gerecht Staffellung an eng méi héich Plafong am Chèque-Service Accueil (CSA)*

Dépôt: le 21.06.2025

Pétitionnaire: Monsieur Mike Silva Gomes

- *Demande de pétition publique **3731** - Pétition pour la Déclaration d'un Jour Férié le 3 Octobre 2025 à l'Occasion de l'Avènement du Nouveau Grand-Duc*

Dépôt: le 30.06.2025

Pétitionnaire: Monsieur Joseph Paul

- *Demande de pétition publique **3734** - Pauses obligatoires pour les ouvriers travaillant à l'extérieur en cas de forte chaleur*

Dépôt: le 02.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Kevin Kayser

- *Demande de pétition publique **3735** - Sécurité routière sur les Autoroutes*

Dépôt: le 03.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Haris Hodžić

- *Demande de pétition publique **3738** - Donnons une voix aux chiens - non à leur traitement comme des objets*

Dépôt: le 08.07.2025

Pétitionnaire: Madame Vânia De Sousa Teixeira

- *Demande de pétition publique **3739** - Allgemeinverbot von Feuerwerk und Böllern*

Dépôt: le 09.07.2025

Pétitionnaire: Madame Maurine Weimerskirch

- *Demande de pétition publique **3744** - Pour une loi sur l'équipement moto obligatoire et sécurisé*

Dépôt: le 15.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Kevin Conrath

- *Demande de pétition publique **3746** – Aféierung vun engem Nationalen Nei Brasilien Dag*

Dépôt: le 20.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Ivan Nizer Gonsalves

- *Demande de pétition publique **3747** - Pour la prise en charge des traitements orthodontiques adultes par la CNS (Caisse nationale de santé)*

Dépôt: le 20.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Dany Coimbra Coelho

- *Demande de pétition publique **3748** - Pour la création d'une autorité de contrôle des syndicats et d'un mécanisme de protection des copropriétaires au Luxembourg*

Dépôt: le 21.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Christophe Christian Marcel Cailloux

- *Demande de pétition publique **3751** - Égalité fiscale pour les couples liés par un PACS - Attribution de la classe d'impôt 2*

Dépôt: le 24.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Babak Rabbanipour Esfahani

- *Demande de pétition publique **3752** - Soins pédiatriques et soutien parental : pour une couverture juste et humaine*

Dépôt: le 27.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Steve Schmitz

- *Demande de pétition publique **3755** - Schëfflenger Europaschoul soll nom Astrid Lulling benannt ginn*

Dépôt: le 28.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Yannick Glod

Échange de vues

Bien qu'à première vue, la recevabilité de la *demande de pétition publique **3755** - Schëfflenger Europaschoul soll nom Astrid Lulling benannt ginn* ne semble pas donner lieu à hésitation, Madame la Députée Nancy Arendt (CSV) signale toutefois que l'article 165ter, paragraphe 3, point 12°, dispose que sont irrecevables les demandes de pétition publique qui sont diffamatoires ou qui visent de manière spécifique une personne donnée. L'oratrice met en garde sur les dangers de faire une distinction selon que la pétition mentionne une personne favorablement ou défavorablement. Monsieur le Député Marc Goergen (*Piraten*) considère qu'en l'espèce, la demande de pétition ne vise pas réellement une personne, mais une école. Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV) partage cette interprétation : si la pétition avait demandé de renommer un des lycées à Limpertsberg « Lycée du Limpertsberg », la recevabilité de la pétition aurait été évidente. En revanche, en déclarant recevable la présente demande de pétition, il y a un risque que de nombreuses pétitions similaires soient déposées. La Commission des Pétitions déclare recevable la demande de pétition publique discutée.

- *Demande de pétition publique **3756** - Mise en place d'un système de net metering pour les producteurs d'énergie solaire*

Dépôt: le 29.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Enrico Campanella

- *Demande de pétition publique **3757** - Anhebung der staatlichen Essenszulage für Beamte auf 15 EUR pro Arbeitstag*

Dépôt: le 30.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Mareck Frantzen

- *Demande de pétition publique **3759** - Procédure extraordinaire pour les remboursements des traitements des maladies graves*

Dépôt: le 31.07.2025

Pétitionnaire: Madame Alexandra Aurélie Léonie Talbot

- *Demande de pétition publique **3761** - Haass ass keng Meenung - Konsequenzen fir Pressesäiten déi Kommentarer op de soziale Medie net moderéieren*

Dépôt: le 31.07.2025

Pétitionnaire: Madame Vicky Lone Wishof

- *Demande de pétition publique **3762** – Téléphones portables : Installer des brouilleurs dans les transports en commun*

Dépôt: le 02.08.2025

Pétitionnaire: Monsieur Alessandro Donnini

- *Demande de pétition publique **3773** - Zesumme méi staark: Fir d'Aaféierung vun enger Fräiwëllege-Reserve zu Lëtzebuerg*

Dépôt: le 19.08.2025

Pétitionnaire: Monsieur David Storck

- *Demande de pétition publique **3776** - Non à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution*

Dépôt: le 21.08.2025

Pétitionnaire: Madame Kelly Edmée Justine Meris

Échange de vues

Madame la Députée Mandy Minella (DP) relève que la *demande de pétition publique **3776** - Non à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution* ne cherche pas à abolir le droit à l'avortement, mais se borne à contester son inscription dans la Constitution. Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) souligne la rédaction habile et prudente de la motivation de l'intérêt général qui ne cherche pas à attiser les tensions, mais note que l'objet est inhéremment sensible et peut susciter la discorde parmi le public selon la définition que l'on attribue à la vie. Monsieur le Député Paul Galles (CSV) considère que le passage relatif à la définition de la vie n'est pas objectionnable du point de vue de l'interdiction de fausses informations ou d'informations ne sachant être vérifiées. En effet, contrairement aux sciences naturelles où toute hypothèse peut et doit être prouvée, les sciences sociales permettent deux réponses opposées pour autant qu'elles puissent être argumentées.

La Commission des Pétitions déclare la présente demande de pétition publique recevable.

DEMANDES DE REFORMULATION

La Commission des Pétitions a émis une demande de reformulation à l'égard des sept demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3724** - Assez payé pour rien : que nos amendes servent à ceux qui en ont besoin*

Dépôt: le 22.06.2025

Pétitionnaire: Monsieur Michael Madureira Medeiros

Motivation :

Conformément à l'article 165^{ter}, paragraphe 3, point 11°, du Règlement de la Chambre des Députés, l'intitulé doit renvoyer correctement à la revendication exprimée dans la pétition. Par conséquent, la Commission des Pétitions prie le pétitionnaire de bien vouloir reformuler l'intitulé de sa pétition. Plus spécifiquement, le début de l'intitulé emploie un langage excessivement familier et ne précise pas que l'objet de la pétition est de reverser le montant perçu par les amendes à des associations d'intérêt général.

- *Demande de pétition publique **3736** - Lancer un débat à la chambre sur les effets indésirables du COVID*

Dépôt: le 07.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Vincenzo Sportelli

Motivation :

Conformément à l'article 165^{ter}, paragraphe 3, point 15°, du Règlement de la Chambre des Députés, une demande de pétition publique ne peut être similaire, quant au fond, à une autre pétition publique dont le débat a eu lieu au cours des douze derniers mois. Or, la pétition publique n° 2489 – *Mise en place d'une commission d'enquête pluridisciplinaire indépendante censée conclure sur la réalité sanitaire, statistique, scientifique et politique pour la période Covid-19 au Luxembourg*, qui a donné lieu à un débat public le 23 avril 2025, comprend un grand nombre de points similaires à la demande de pétition publique 3736.

Par conséquent, la Commission des Pétitions prie le pétitionnaire de bien vouloir reformuler sa pétition afin de la différencier du débat faisant suite à la pétition publique n° 2489, celui-ci ayant mis l'accent sur les effets indésirables des vaccins contre la Covid-19 et sur la création d'une commission d'enquête alors que la présente demande de pétition semble porter sur les effets à long terme d'une infection à la Covid-19. Cette distinction doit être mise en évidence dans la pétition.

Échange de vues

Bien qu'à premier abord, la présente *demande de pétition publique 3736 - Lancer un débat à la chambre sur les effets indésirables du COVID* peut paraître similaire à la *pétition publique 2489 - Mise en place d'une commission d'enquête pluridisciplinaire indépendante censée conclure sur la réalité sanitaire, statistique, scientifique et politique pour la période Covid-19 au Luxembourg*, Monsieur le Député Dan Hardy (ADR) estime que leurs objets sont distincts. Dans la pétition publique 2489, l'accent est mis sur les vaccins contre la Covid-19 et leurs effets secondaires, alors qu'ici, la pétition porte sur les effets secondaires de l'infection elle-même, y compris chez les personnes ayant été vaccinées. Madame la Députée Corinne Cahen (DP) conçoit que la présente demande de pétition semble davantage axée sur le *long covid*, mais cette nuance n'est pas suffisamment mise en avant. Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) comprend la distinction mise en avant par Monsieur le Député Dan Hardy, mais estime que celle-ci ne ressort pas suffisamment du texte de la pétition, d'autant plus que les deux pétitions demandent un débat et une enquête. Il est décidé d'adresser une demande de reformulation en ce sens au pétitionnaire.

- *Demande de pétition publique 3742 - NON AU OBJECT ÉCOUTEUR*

Dépôt: le 13.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Kevem Pinto Semedo

Motivation :

Conformément à l'article 165^{ter}, paragraphe 3, point 11°, du Règlement de la Chambre des Députés, l'intitulé doit renvoyer correctement à la revendication exprimée dans la pétition. Par conséquent, la Commission des Pétitions prie le pétitionnaire de bien vouloir reformuler l'intitulé de sa pétition dans les différentes langues déposées afin de préciser que la pétition cherche à interdire le port d'écouteurs aux chauffeurs de bus.

Afin de l'aider à préciser l'objectif de sa demande, la Commission des Pétitions souhaite attirer son attention sur l'article 170^{bis} du Code de la route, tel que repris sur le site Internet de la Police

([https://police.public.lu/fr/legislation/code-de-la-route/distracted-driving.html#:~:text=Art.,\(250%E2%82%AC%20%2D%204%20points\)](https://police.public.lu/fr/legislation/code-de-la-route/distracted-driving.html#:~:text=Art.,(250%E2%82%AC%20%2D%204%20points))) et selon lequel il est interdit « de porter un dispositif entravant la bonne perception des bruits de la circulation, à l'exception des appareils qui sont portés à une seule oreille et qui servent à la communication ». Il est donc nécessaire qu'il soit précisé que la pétition cherche à interdire le port d'écouteurs au-delà de la réglementation actuelle en incluant le port à une seule oreille et les écouteurs destinés à la communication.

En outre, les pétitions publiques sont adressées aux membres du public de sorte qu'une phrase dans le but de la pétition est à supprimer, de même que la dernière phrase de la

motivation de l'intérêt général de la pétition dans la mesure où les appels à signatures ne sont pas permis.

Échange de vues

À la lecture de la *demande de pétition publique 3742 - NON AU OBJECT ÉCOUTEUR*, Madame la Députée Mandy Minella (DP) se demande si une telle interdiction n'est pas d'ores et déjà inscrite dans le Code de la route ou du moins, dans les contrats de travail. Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten) tient à préciser que le port d'écouteurs ou d'oreillettes peut se justifier par le besoin de rester en contact avec l'entreprise de transports. Madame la Députée Nancy Arendt (CSV) considère que la pétition, en l'absence de connaissances relatives au fonctionnement de telles entreprises, peut être basée sur des suspicions en voyant des chauffeurs de bus porter des écouteurs ou des oreillettes. Madame la Députée Barbara Agostino (DP) suit le raisonnement de la première oratrice et estime que la recevabilité de la présente demande de pétition dépend de la teneur de la loi : si une telle interdiction existe déjà, alors la pétition est redondante. Madame la Députée Corinne Cahen (DP), en revanche, argumente que si une interdiction existe, mais que celle-ci n'est pas respectée, la pétition n'est pas redondante et devrait être admise. Monsieur le Député Ben Polidori (LSAP) prévient que la loi est sans doute plus vague et n'établit probablement pas une interdiction générale du port d'écouteurs. Monsieur le Député Gilles Baum (DP) ne se dit pas convaincu par l'argument de Monsieur le Député Marc Goergen. Selon lui, en cas de besoin, le chauffeur peut arrêter son bus et appeler la centrale. Madame la Députée Barbara Agostino (DP) soutient ce point de vue, d'autant plus que les bus sont équipés d'écrans permettant de transmettre des informations aux chauffeurs en cas de besoin. Madame la Députée Mandy Minella (DP), ayant trouvé la disposition légale applicable, lit l'article 170bis du Code de la route aux autres membres et indique qu'il est interdit « de porter un dispositif entravant la bonne perception des bruits de la circulation, à l'exception des appareils qui sont portés à une seule oreille et qui servent à la communication ».

La demande de pétition cherchant également à interdire les dispositifs portés à une seule oreille et qui servent à la communication.

- *Demande de pétition publique 3750 - sanction pour les cyclistes et automobilistes pour non respect du code de la route en ver les animaux domestiques*

Dépôt: le 24.07.2025

Pétitionnaire: Madame Elsa Alexandra Duarte Frutuoso

Motivation :

Il a été décidé que la pétition publique nécessite une reformulation avant de pouvoir être admise puisqu'en l'état actuel, elle contrevient aux exigences de l'article 165ter, paragraphe 3, point 10°, qui prévoit qu'une pétition ne peut « être formulée de façon incompréhensible ou excessivement lacunaire ».

La Commission invite donc la pétitionnaire à revoir le texte de sa pétition et notamment la motivation. La pétitionnaire peut, par exemple, mais sans aucune obligation, demander qu'une collision avec un animal de compagnie soit jugée d'une façon qui diffère d'un simple délit de fuite avec dommages matériels.

En outre, l'intitulé est à reformuler de façon à retirer les fautes et la motivation de l'intérêt général doit être étoffée.

- *Demande de pétition publique 3758 - Reduce Our Risky U.S. Debt Holdings / Réduisons notre exposition risquée à la dette américaine / Reduziert eis riskant Offhängigkeit von US-Schulden*

Dépôt: le 30.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Erjon Begaj

Motivation :

Conformément à l'article 165^{ter}, paragraphe 3, point 6°, du Règlement de la Chambre des Députés, la demande de pétition ne peut pas relater de fausses informations ou contenir des informations ne pouvant être vérifiées. En effet, l'État luxembourgeois ne figure pas parmi les détenteurs des plus grandes parts de la dette publique américaine. Ce sont les fonds d'investissement, banques et entités de gestion implantées au Luxembourg qui détiennent des titres de dette américaine à grande échelle. Par conséquent, la Commission des Pétitions prie le pétitionnaire de bien vouloir reformuler l'intitulé, le but et la motivation de sa pétition dans les différentes langues déposées.

- *Demande de pétition publique **3777** - Une adaptation de la vitesse des autobus à 100 km/h sur les autoroutes et 80 km/h sur les routes nationales au Luxembourg*

Dépôt: le 25.08.2025

Pétitionnaire: Monsieur Sam Reinert

Motivation :

Il a été décidé que la pétition publique nécessite une reformulation avant de pouvoir être admise puisqu'en l'état actuel, elle contrevient aux exigences de l'article 165^{ter}, paragraphe 3, point 10°, qui prévoit qu'une pétition ne peut « être formulée de façon incompréhensible ou excessivement lacunaire ».

La Commission invite par conséquent le pétitionnaire à développer la motivation de sa demande de pétition dans toutes les langues déposées. À titre d'information, l'intitulé est censé refléter de façon brève et concise l'objectif de la pétition. Le but de la pétition doit préciser la revendication défendue alors que la motivation de l'intérêt général constitue un argumentaire en faveur de la revendication.

- *Demande de pétition publique **3778** - ELBIT WEAPON SYSTEMS*

Dépôt: le 25.08.2025

Pétitionnaire: Monsieur Frank Haag

Motivation :

- Gemäß Artikel 165^{ter}, Absatz 3, Punkt 5°, der Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung muss sich die öffentliche Petition auf ein Thema von allgemeinem Interesse beziehen. Dementsprechend ist der Bezug auf persönliche Erfahrungen oder die Verwendung von Personalpronomen nicht gestattet. Die Motivation soll daher so umformuliert werden, dass direkte Bezüge zu persönlichen Erfahrungen eliminiert und Personalpronomen ('ich', 'mir' etc.) entfernt werden.

- Gemäß Artikel 165^{ter}, Absatz 3, Punkt 7°, der Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung, soll der Text der Petition nicht in unangemessener Sprache verfasst sein. Ziel und Motivation dieser Petition sollen in diesem Sinne umformuliert werden.

- Gemäß Artikel 165^{ter}, Absatz 3, Punkt 11°, der Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung muss sich der Titel einer Petition korrekt und ausreichend auf den in der Petition geäußerten Anspruch beziehen. Er soll kurz und bündig das Ziel wiedergeben, das mit der Petition verfolgt wird. Deswegen soll der Titel dieser Petition mit zusätzlichen Einzelheiten erklärt werden, damit er dem Ziel der Petition entspricht.

- Gemäß Artikel 165^{ter}, Absatz 3, Punkt 12°, der Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung, soll der Text der Petition nicht verleumderisch sein oder sich gezielt an eine bestimmte Person richten. *Elbit Weapons Systems* sollte deshalb nicht erwähnt werden. Der Petent könnte, zum Beispiel, von „Israelische Unternehmen, die in die Krise im Gazastreifen verwickelt sind“ schreiben.

EN SUSPENS

La Commission des Pétitions a décidé de laisser les trois demandes de pétition publique suivantes en suspens :

- *Demande de pétition publique **3737** - Miete*

Dépôt: le 08.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Claude Joseph Mertes

Motivation :

Vor kurzem kam eine Stellungnahme von der Regierung als Antwort auf eine ähnliche einfache Petition n° 3639 - *Pétition pour une déductibilité partielle des loyers dans la déclaration fiscale des personnes physiques*. Eine Kopie dieser Stellungnahme wird dem Petenten weitergesendet. Falls der Petent jedoch seine öffentliche Petition aufrechterhalten möchte, muss diese umformuliert werden, bevor sie zugelassen werden kann.

Die vorzunehmenden Änderungen wären wie folgt:

- Gemäß Artikel 165ter, Absatz 3, Punkt 10°, der Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung, muss der Text der Petition verständlich und lückenlos formuliert sein. Ziel und Motivation der Petition sollen deshalb ausführlicher umformuliert werden.
- Gemäß Artikel 165ter, Absatz 3, Punkt 11°, der Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung muss sich der Titel einer Petition korrekt und ausreichend auf den in der Petition geäußerten Anspruch beziehen. Er soll kurz und bündig das Ziel wiedergeben, das mit der Petition verfolgt wird. Deswegen soll der Titel der Petition mit zusätzlichen Einzelheiten erklärt werden, damit er dem Ziel der Petition entspricht.

- *Demande de pétition publique **3740** - Autorisation des motocycles à emprunter les voies de covoiturage.*

Dépôt: le 12.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Nicolas Frédéric Jean-Louis Firmin

Motivation :

La Commission des Pétitions demande que soient vérifiées les dispositions pertinentes du Code de la route.

- *Demande de pétition publique **3771** - Le Luxembourg pour la paix, la justice sociale, la protection de l'environnement et la stabilité économique*

Dépôt: le 15.08.2025

Pétitionnaire: Madame Jeanne Delahaye

Motivation :

Au vu de la technicité des arguments contenus dans la pétition, la Commission des Pétitions a demandé que leur véracité soit vérifiée afin qu'une demande de reformulation adéquate puisse, le cas échéant, être envoyée à la pétitionnaire.

Échange de vues

Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) fait remarquer que le Luxembourg est décrit dans la pétition comme étant un « pays neutre », ce qui est de nature à faire douter de la fiabilité des autres faits avancés dans la pétition. Madame la Députée Nancy Arendt (CSV) partage la réticence de la Présidente et estime qu'un *fact checking* est nécessaire. Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV) est d'avis que qualifier de faux certains faits avancés par la pétitionnaire revient à faire de la politique. Or, à ce stade, la Commission ne devrait pas débattre de la pertinence des avis des pétitionnaires. Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) s'oppose à cette vision, *a minima* en ce qui concerne la qualification du Luxembourg comme « pays neutre » alors même qu'il est membre de l'OTAN. Monsieur le Député Meris Sehovic (déli gréng) précise que ce n'est pas l'avis de la pétitionnaire qui est remis en question, mais la véracité des arguments employés pour défendre son avis. Il ajoute, à titre d'exemple, que la promesse alléguée de l'Ukraine de ne pas se joindre à l'OTAN est uniquement relayée par les discours russes, tout comme la discrimination alléguée des populations russophones en Ukraine. Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV) maintient sa position : pour lui, refuser la pétition pour ces motifs constitue de la censure. Madame la

Députée Nancy Arendt (CSV) maintient qu'il faut distinguer entre l'opinion des pétitionnaires, d'une part, et des faits qu'ils avancent comme soutien à leur opinion, d'autre part. La Commission des Pétitions décide de tenir la demande de pétition publique en suspens le temps que la véracité des informations y contenues puisse être contrôlée.

DÉCISIONS DÉFAVORABLES

La Commission des Pétitions a rendu une décision défavorable quant à la recevabilité des sept nouvelles demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3720** - Introduction de séances de cinéma avec sous-titres en portugais au Luxembourg*

Dépôt: le 16.06.2025

Pétitionnaire: Monsieur Edgar Machado Marques

Motivation :

La présente demande de pétition publique porte sur les activités de sociétés privées, telles que *Kinepolis*, et d'institutions communales, telles que la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de l'article 165^{ter}, paragraphe 3, point 8°, du Règlement de la Chambre des Députés qui prévoit qu'une pétition publique ne peut :

« 8° poursuivre des revendications ne rentrant pas dans les attributions de la Chambre des Députés conformément à l'article 62 de la Constitution ».

- *Demande de pétition publique **3728** - Mehr Flexibilität im Elternurlaub - Freie Aufteilung der 12 Monate ermöglichen*

Dépôt: le 25.06.2025

Pétitionnaire: Monsieur Rüdiger Kloss

Motivation :

Der Antrag auf eine öffentliche Petition ähnelt im Wesentlichen der öffentlichen Petition **3283** – *Permettre le transfert du deuxième congé parental entre les parents au sein de l'unité familiale*, eingereicht am 24. Juli 2024 und die bis einschließlich dem 12. September 2024 unterzeichnet werden konnte.

Daher ist der vorliegende Antrag auf eine öffentliche Petition gemäß Artikel 165^{ter}, Absatz 3, Punkt 14°, der Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung unzulässig, wonach ein Antrag auf eine öffentliche Petition, der inhaltlich einer anderen öffentlichen Petition ähnelt, die in den letzten zwölf Monaten veröffentlicht wurde oder deren Unterschriftenfrist in den letzten zwölf Monaten abgelaufen ist, unzulässig ist.

- *Demande de pétition publique **3729** - REMICH - Verbesserung der aktuellen Verkehrssituation durch intelligente Ampelsteuerung*

Dépôt: le 26.06.2025

Pétitionnaire: Monsieur Dennis Trabant

Motivation :

Das Thema dieses Antrags auf eine öffentliche Petition ist eine Frage der kommunalen Autonomie und ist daher gemäß Artikel 165^{ter}, Absatz 3, Punkt 9°, nicht zulässig da es für öffentliche Petitionen nicht erlaubt ist zu „poursuivre des revendications ne rentrant pas dans les attributions de la Chambre des Députés conformément à l'article 62 de la Constitution“.

In diesem Sinne wurde beschlossen, diese Petition an die Gemeinde Remich weiterzuleiten.

- *Demande de pétition publique **3733** - Referendum iwwert der geplangte Pensiouns reform*

Dépôt: le 30.06.2025

Pétitionnaire: Monsieur Sven Nicolas Lutgen

Motivation :

Et huet sech erausgestallt, datt de Sujet vun der Ufro fir eng ëffentlech Petitioun änlech ass ewéi dee vun der ëffentlecher Petitioun **3701 – Référendum sur la réforme du système de pension**, déi den 3. Juni 2025 deposéiert gouf a bis den 31. August 2025 inclus konnt ënnerschriwwen ginn.

Deementspriechend ass d'Ufro fir d'ëffentlech Petitioun 3733 net recevabel wéinst dem Artikel 165^{ter}, Paragraf 3, Punkt 14°, vum Règlement vun der Chamber dee virgesäit, datt eng Ufro fir eng ëffentlech Petitioun, déi inhaltlech enger anerer ëffentlecher Petitioun änelt, déi an de leschten zwielef Méint publizéiert gouf oder der hier Ënnerschrëftsperiod an de leschten zwielef Méint ofgelaf ass, net recevabel ass.

- *Demande de pétition publique **3743** - Revoir la Circulation sur l'Autoroute A3 depuis son ouverture à 4 voies*

Dépôt: le 14.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Christian Steiner

Motivation :

La présente demande de pétition publique est jugée similaire, quant à son fond, à la pétition publique **3707 – Transformer la voie « Covoiturage » sur l'A3 en troisième voie accessible à tous**, déposée le 6 juin 2025 et ouverte à signatures jusqu'au 31 août 2025 inclus.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de l'article 165^{ter}, paragraphe 3, point 14°, du Règlement de la Chambre des Députés qui prévoit qu'une demande de pétition publique similaire, quant à son fond, à une autre pétition publique qui a été publiée ou dont le délai de signature est arrivé à échéance aux cours des douze derniers mois, est irrecevable.

- *Demande de pétition publique **3745** - Ouverture anticipée des Maisons Relais à partir de 05:00 pour mieux concilier travail et vie familiale*

Dépôt: le 15.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Antonio Luis Gonçalves

Motivation :

En vertu de l'article 3 du Règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services et d'accueil pour enfants, ces derniers sont autorisés à assurer la garde d'enfants entre cinq heures et vingt-trois heures. Chaque commune est ensuite libre, dans le respect de la limite décrite ci-dessus, de fixer les horaires d'ouverture des crèches et maisons relais dont elle a la responsabilité.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de l'article 165^{ter}, paragraphe 3, point 8°, du Règlement de la Chambre des Députés qui prévoit qu'une pétition publique ne peut : « 8° poursuivre des revendications ne rentrant pas dans les attributions de la Chambre des Députés conformément à l'article 62 de la Constitution ».

La présente demande de pétition publique sera donc transmise à la commune de Lintgen.

- *Demande de pétition publique **3754** - Rendez-vous en ligne à l'ADEM et pas besoin de résider au Luxembourg pour recevoir le Revis pour les personnes ayant les niveaux de qualification 6, 7 et 8 du cadre luxembourgeois de qualification*

Dépôt: le 27.07.2025

Pétitionnaire: Monsieur Ivan Nizer Gonsalves

Motivation :

La présente demande de pétition publique cherche à introduire une différence de traitement entre les chercheurs d'emploi selon qu'ils sont ou non diplômés de l'enseignement supérieur

sans que ce critère soit justifié par un motif légitime. La revendication est dès lors contraire au principe de non-discrimination.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de l'article 165^{ter}, paragraphe 3, point 9°, du Règlement de la Chambre des Députés qui prévoit qu'une demande de pétition publique ne peut « *poursuivre des revendications contraires aux droits de l'Homme, contraires au principe de non-discrimination ou incitant à la haine* ».

- **16 NOUVELLES DEMANDES DE PÉTITION ORDINAIRE**

Au vu de l'ordre du jour chargé, les demandes de pétition ordinaire n'ont pas pu être étudiées lors de la présente réunion. Leur analyse est reportée à la prochaine réunion.

4. Divers

Au vu du nombre important de demandes de pétition en attente d'analyse, Madame la Députée Mandy Minella (DP) propose que la Commission des Pétitions se réunisse à l'avenir au moins une fois au cours du mois août, quitte à ce que cette réunion ait lieu par visioconférence. Plusieurs membres de la Commission marquent leur assentiment avec cette proposition.

Procès-verbal approuvé et certifié exact
--